

# ATELIER REGIONAL SUR LES DEPENSES FISCALES

## GUIDE DE RÉFÉRENCE POUR LES PARTICIPANTS

Les 27 et 28 juillet 2022  
LAGOS, NIGERIA



Facilitated by



# TABLE DES MATIÈRES

Introduction .....	2
Programme de l'atelier.....	3
Mercredi, 27 juillet: Gouvernance, estimation, et rapport des dépenses fiscales.....	3
Jeudi, 28 juillet: Évaluation et réforme des dépenses fiscales .....	3
Séance 1 – Un cadre de gouvernance pour l'estimation, le rapport et l'évaluation des dépenses fiscales .....	4
Séance 2 – Etablir un point de référence .....	6
Séance 3 – Estimer la perte de recettes .....	8
Séance 4 – Rapporter sur les dépenses fiscales .....	10
Séance thématique spéciale .....	12
Séance 5 – Evaluation ex-ante et évaluation ex-post des dépenses fiscales .....	14
Séance 6 – Encourager la réforme des dépenses fiscales .....	16
Intervenants.....	18
L'équipe GTED.....	18
Intervenants invités et modérateurs.....	19
Liste des Participants.....	22

# INTRODUCTION

Les dépenses fiscales (DF) ont un impact significatif sur la capacité des états à mobiliser les recettes nationales, lutter contre le changement climatique, se remettre de la pandémie de COVID-19 et, en dernier lieu, réaliser les Objectifs de développement durable (ODD). Si elles ne sont pas gérées de près et évaluées en permanence, les dépenses fiscales peuvent mettre en péril la transparence des budgets et politiques nationaux. L'ATI reconnaît la pertinence du sujet pour ses états membres. L'engagement 3 de la [Déclaration 2025 de l'ATI stipule](#) : « Nous allons améliorer la transparence fiscale en publiant les dépenses fiscales régulièrement afin de permettre des évaluations coûts-avantages et, en dernier lieu, aider à réduire les dépenses fiscales inutiles, améliorer la confiance des contribuables et créer une plus grande homogénéité pour tous les types d'entreprises. Nous allons améliorer la coopération interinstitutionnelle en matière de dépenses fiscales et encourager la coordination des activités d'octroi d'avantages fiscaux. »

L'atelier s'appuie sur cet engagement et sur la [Global Tax Expenditures Database](#) (GTED, Base de données internationale des dépenses fiscales), lancée par le Conseil des politiques économiques (CEP) et l'Institut allemand de développement (DIE, aujourd'hui Institut allemand de développement et de durabilité, IDOS) en juin 2021. Grâce à sa couverture internationale, la GTED aide à plus de transparence sur les dépenses fiscales et met en lumière leur rôle crucial dans les régimes fiscaux du monde entier. Tel que cela est indiqué dans la GTED, le nombre des pays qui communiquent leurs dépenses fiscales a régulièrement augmenté au fil des années. Cependant, l'étendue et la qualité des rapports varient de façon importante. Seuls quelques pays dans le monde ont commencé à évaluer systématiquement les dépenses fiscales qu'ils utilisent afin de savoir si oui ou non les avantages obtenus correspondent aux coûts fiscaux engagés.

L'atelier de Lagos au Nigeria, est le premier d'une série d'ateliers régionaux organisé par l'ATI, le CEP et le IDOS. À cette occasion, le Forum des Administrations Fiscales Ouest-Africaines (FAFOA), la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF), nous rejoindront en tant que partenaires locaux. L'événement offre une opportunité unique aux pays membres de l'ATI et aux autres gouvernements intéressés pour échanger avec des partenaires régionaux et des spécialistes internationaux au sujet de l'estimation, du rapport et de l'évaluation des dépenses fiscales. Plus précisément, l'atelier :

- **Débattra des aspects essentiels** de la gestion, du rapport, de l'estimation et de l'évaluation des dépenses fiscales, tels que la collecte et le traitement de données, les approches de l'estimation des recettes perdues, la conception de modèles coûts-avantages, etc.
- **Donnera un aperçu des bonnes pratiques et des normes** afin d'évaluer l'efficacité et le caractère effectif des provisions pour dépenses fiscales et examinera les évaluations existantes par rapport aux dites pratiques et normes.
- **Définira les voies vers la réforme** et discutera des opportunités et des défis afin d'améliorer encore le rapport et l'évaluation des dépenses fiscales.
- **Offrira une plate-forme pour l'apprentissage et les échanges** entre pairs en s'appuyant sur les connaissances et la richesse des expériences des participants à l'atelier.
- **Lancera la création de réseaux régionaux de dépenses fiscales** afin de permettre un échange permanent et une assistance au niveau des pairs en matière de réformes.

## PROGRAMME DE L'ATELIER

### Mercredi, 27 juillet: Gouvernance, estimation, et rapport des dépenses fiscales

- 08:30 – 09:00** *Inscription*
- 09:00 – 10:00** **Accueil et introduction**  
*ATI, FIRS, FAFOA, CEDEAO, ATAF & IDOS / CEP*
- 10:00 – 11:20** **Séance 1** – Un cadre de gouvernance pour l'estimation, le rapport et l'évaluation des dépenses fiscales
- 11:20 – 11:45** *Pause-café*
- 11:45 – 13:15** **Séance 2** – Etablir un point de référence
- 13:15 – 14:15** *Pause déjeuner*
- 14:15 – 15:45** **Séance 3** – Estimer la perte de recettes
- 15:45 – 16:10** *Pause-café*
- 16:10 – 17:30** **Séance 4** – Rapporter sur les dépenses fiscales
- 17:30 – 18:45** **Séance thématique spéciale : Approches régionales et industries extractives**
- 18:45 – 20:00** *Réception*

### Jeudi, 28 juillet: Évaluation et réforme des dépenses fiscales

- 08:30 – 09:00** *Arrivée*
- 09:00 – 09:10** **Accueil de la deuxième journée**
- 09:10 – 10:40** **Séance 5** – Evaluation ex-ante & évaluation ex-post des dépenses fiscales
- 10:40 – 11:00** *Pause-café*
- 11:00 – 12:30** **Séance 6** – Encourager la réforme des dépenses fiscales
- 12:30 – 13:20** **Remarques de conclusion** par l'ATI et CEP / IDOS
- 13:20 – 14:30** *Déjeuner et départ*

# SEANCE 1 – UN CADRE DE GOUVERNANCE POUR L'ESTIMATION, LE RAPPORT ET L'ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

## Objectif

Cette séance donnera un aperçu des expériences et bonnes pratiques en vigueur en définissant des cadres de gouvernance pour les dépenses fiscales sur la base d'informations internationales et régionales. Elle activera aussi les connaissances des participants et créera l'opportunité de premiers échanges.

## Contexte

Un cadre législatif et réglementaire solide entourant la gestion des dépenses fiscales est essentiel. Par exemple, toutes les dépenses fiscales doivent être reprises dans les lois fiscales correspondantes et non dans une législation secondaire. De la même façon, le rapport des dépenses fiscales doit être étroitement liée à la procédure budgétaire. Les responsabilités d'approbation, de gestion et de suivi des dépenses fiscales doivent être concentrées dans le ministère chargé de la politique fiscale générale. Les objectifs de la politique visés par les dépenses fiscales doivent être clairement énoncés et intégrés dans un cadre garantissant la cohérence des politiques entre les dépenses fiscales et les autres programmes ou engagements de dépenses. Ce cadre doit aussi couvrir les évaluations ex-ante et ex-post des dépenses fiscales.

## Intervenants

Christian von Haldenwang (IDOS), Christian Hallum (Oxfam).

## Votre préparation pour la séance 1

Pour cette séance, vous devez être informé du cadre de gouvernance des DF dans votre pays : Qui a les compétences pour créer de nouvelles DF ? Quels ministères ou autres organes gouvernementaux sont impliqués ? Quelles sont les procédures en place ? Par exemple, le gouvernement est-il tenu de présenter une évaluation ex ante de la perte de recettes d'une nouvelle DF ? Quels acteurs sont impliqués dans l'administration quotidienne des DF ? Quels sont les acteurs impliqués dans le suivi des mécanismes mis en place (collecte de données sur les bénéficiaires, les DF demandées, les pertes de recettes, etc. Les pouvoirs publics sont-ils tenus de rendre compte de l'utilisation des DF et quelles informations doivent-ils fournir ? Existe-t-il une obligation légale de procéder à des évaluations coûts-bénéfices des DF existantes ? Qui participe à ces évaluations ?

## Présentations

Les présentations de la séance 1 sont disponibles [ici](#).

## Références supplémentaires

- Celani, A., Dressler, L., & Wermelinger, M. (2022).** Building an Investment Tax Incentives database. Methodology and initial findings for 36 developing countries. OECD Working Papers on International Investment 2022/01. Paris: OECD. <https://www.oecd-ilibrary.org/content/paper/62e075a9-en>
- de Renzio, P. (2021).** Coordination, Evidence and Accountability: Reforming the governance of tax expenditures in Latin America. Washington, DC: International Budget Partnership. <https://internationalbudget.org/publications/reforming-the-governance-of-tax-expenditures-in-latin-america/>
- IMF, OECD, UN, & World Bank. (2015).** Options for Low Income Countries' Effective and Efficient Use of Tax Incentives for Investment. A report to the G-20 Development Working Group. Washington, DC: IMF <https://www.imf.org/external/np/g20/pdf/101515.pdf>
- OECD. (2010).** Tax Expenditures in OECD Countries. OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/9789264076907-en>
- Therkildsen, O., & Bak, A. K. (2019).** Democratisation in Tanzania: No Elections Without Tax Exemptions. ICTD Working Paper 98. Brighton: Institute of Development Studies. <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/20.500.12413/14544>
- UK National Audit Office. (2020).** The management of tax expenditures. Report by the Comptroller and Auditor General. London: HM Revenue & Customs, HM Treasury. <https://www.nao.org.uk/wp-content/uploads/2020/02/The-management-of-tax-expenditure.pdf>

## SEANCE 2 – ETABLIR UN POINT DE REFERENCE

### Objectif

Cette séance offrira une plateforme de discussion sur les aspects normatifs et techniques essentiels des définitions d'un point de référence et de leur influence sur les régimes des dépenses fiscales. Elle s'appuiera sur les expériences internationales ainsi que sur des cas et des initiatives de niveau régional.

### Contexte

Les dépenses fiscales sont définies comme étant des écarts par rapport à un « système fiscal de référence » qui doit s'appuyer sur les principes essentiels de bonne conception de politique fiscale, comme la justesse, l'efficacité, la transparence et la simplicité. La définition du point de référence devra être aussi large que possible et devra avoir pour objectif d'éviter les exceptions à la règle générale. Pourtant, dans certains cas, les définitions d'un point de référence peuvent être controversées. En Allemagne, par exemple, les taux de TVA réduits pour les produits alimentaires sont exonérés de déclaration et d'évaluation des dépenses fiscales car on considère qu'ils font partie du régime fiscal de référence. Certains pays comme le Canada et le Royaume-Uni font la différence entre les DF « structurelles » et « non structurelles », ces dernières étant des écarts par rapport à la référence considérée comme faisant partie intégrante du régime, comme une allocation de base pour l'imposition du revenu personnel.

### Intervenants

Contributions de Kyle Mc Nabb (ODI) et Darlingston Talery (Autorité fiscale du Liberia & FAFOA).

Panel avec des membres du Parlement : Hon. Julius F. Fonge (MP Cameroun) ; Hon. Hamidou Camara (MP Guinée) ; Hon. Fatou Cham (MP The Gambia).

### Votre préparation pour la séance 2

Pour cette séance, vous devez être informé de la configuration générale du système fiscal de votre pays. Par exemple, quel est le taux standard de TVA / taxe sur les ventes dans votre pays et combien de taux de TVA différents existent ? Quel est le taux standard de l'impôt sur les sociétés (IS) ? Votre gouvernement prélève-t-il des taxes sur l'environnement, l'énergie ou le carburant et quels taux applique-t-il ? Le système fiscal présente-t-il d'autres caractéristiques qui pourraient compliquer la détermination de la portée réelle des DF ? Par exemple, existe-t-il un régime fiscal simplifié pour les micro et petites entreprises ? Comment se présente le régime fiscal ordinaire du secteur extractif ? Par ailleurs, connaissez-vous les DF les plus pertinentes qui sont appliquées dans votre pays ?

### Présentations

Les présentations de la séance 2 sont disponibles [ici](#).

## Références supplémentaires

- Congressional Budget Office (2021).** How Specifications of the Reference Tax System Affect CBO's Estimates of Tax Expenditures. <https://www.cbo.gov/system/files/2021-12/57543-Tax-Expenditure.pdf>
- Kassim, L., & Mansour, M. (2018).** Tax expenditures reporting in developing countries: An evaluation [Les rapports sur les dépenses fiscales des pays en développement : une évaluation]. *Revue d'économie du développement*, 26(2), 113-167.  
[https://www.cairn-int.info/article-E\\_EDD\\_322\\_0113--tax-expenditures-reporting-in.htm](https://www.cairn-int.info/article-E_EDD_322_0113--tax-expenditures-reporting-in.htm)
- Oosterhuis, F., Ding, H., Franckx, L. & Razzini, P. (2014).** Enhancing comparability of data on estimated budgetary support and tax expenditures for fossil fuels, Directorate General for the Environment of the European Commission, European Commission.  
[https://ec.europa.eu/environment/enveco/taxation/pdf/201412ffs\\_final\\_report.pdf](https://ec.europa.eu/environment/enveco/taxation/pdf/201412ffs_final_report.pdf)
- Sladoje, M. (2017).** How Do We Measure Tax Expenditures? The Zambian Example.  
[https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/13380/ICTD\\_WP68.pdf](https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/13380/ICTD_WP68.pdf)
- Swift, Z. L. (2006).** Managing the effects of tax expenditures on national budgets (Vol. 3927). World Bank.  
<https://doi.org/10.1596/1813-9450-3927>



## SEANCE 3 – ESTIMER LA PERTE DE RECETTES

### Objectif

Cette séance présentera les approches de l'estimation de perte des recettes en faisant référence aux différentes bases d'imposition. Elle fournira aussi une plateforme de présentation et de discussion des expériences des pays de la région.

### Contexte

Presque tous les pays qui fournissent des chiffres relatifs aux coûts fiscaux des dépenses fiscales utilise l'approche dite des « perte des recettes » qui estime le montant de réduction fiscale des contribuables à la suite d'une DF basée sur leur comportement économique réel actuel. Cette approche ne tient pas compte des changements de comportement découlant de la suppression d'une provision pour dépense fiscale. La méthodologie exacte et les données nécessaires à l'estimation de la perte des recettes de différentes DF dépend cependant de la base d'imposition et du type de dépenses fiscale. Par exemple, les DF canalisées par les taxes à la consommation se basent souvent sur les données des comptes nationaux (y compris les douanes) et/ou les données de dépenses des ménages et peuvent être calculées en multipliant la valeur à la consommation avant impôt d'un poste bénéficiant d'un régime fiscal privilégié par l'importance de la réduction de taux, c.-à-d. l'écart entre le taux normal et le taux réduit. Cette approche ne s'applique pas aux impôts directs car, contrairement aux impôts indirects, les taux des impôts directs sont différents d'un individu à l'autre et également d'une entreprise à l'autre. Par conséquent, il est nécessaire de recourir à d'autres techniques comme la micro-simulation, ce qui implique différents types de capacité administrative et différents besoins en données.

### Intervenants

Contributions de Agustín Redonda (CEP) et Kyle McNabb (ODI).

Panel avec des représentants des administrations fiscales : Alban Alladaye (Bénin), Amie Kolleh Jeng (Gambie), Faycal Abdoulaye (Cameroun).

### Votre préparation pour la séance 3

Pour cette séance, vous devez connaître l'état de l'estimation des recettes perdues dans votre pays. Votre gouvernement évalue-t-il la perte de recettes des DF, et pour quels impôts ? Quelles approches et quels modèles sont appliqués ? Quelle(s) agence(s) gouvernementale(s) est/sont responsable(s) de l'estimation ? De même, quelles agences gouvernementales sont impliquées dans la collecte des données ? Connaissez-vous des défis spécifiques concernant l'obtention des données nécessaires, ou de difficultés dans l'application des approches et modèles d'estimation ?

### Présentations

Les présentations de la séance 3 sont disponibles [ici](#).

## Références supplémentaires

- Altshuler, R. & Dietz, R. (2011).** Reconsidering tax expenditure estimation, National Tax Journal, Vol. 64(2), pp. 459-490. <https://doi.org/10.17310/ntj.2011.2S.02>
- Brys, B., de Mooij, R., de Melo, G., Hebous, S., Kennedy, S., Schatan, R., & Vellutini, C. (2020).** Tax Expenditures and Corrective Taxes in Chile: A joint IMF/OECD Assessment. Washington, DC: International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/11/19/Chile-Technical-Assistance-Report-Assessment-of-Tax-Expenditures-and-Corrective-Taxes-49906>
- CIAT, (Inter-American Center of Tax Administrations). (2011).** Handbook of best practices on tax expenditure measurements. CIAT. <https://biblioteca.ciat.org/opac/book/4857>
- Dom, R., & McCulloch, N. (2019).** What are 'Tax Expenditures' and How Big are Energy-related Tax Expenditures? ICTD Summary Brief No. 18. Brighton: International Centre for Tax and Development. <https://www.ictd.ac/publication/what-tax-expenditures-how-big-energy-related/>
- Geourjon, A.-M., Laporte, B., Caldeira, E., de Quatrebarbes, C., & Bouterige, Y. (2019).** Tax Expenditure Assessment: From Principles to Practice-Methodological guide. Clermont-Ferrand: FERDI. <https://ferdi.fr/publications/l-evaluation-des-depenses-fiscales-des-principes-a-la-pratique-guide-methodologique>
- Opong, F., & James, S. (2016).** Tax Expenditure Estimates in Ghana. Available at SSRN 2841302. <https://ssrn.com/abstract=2841302>
- Uemura, T. (2009).** An estimation of tax expenditure in Japanese income tax from the viewpoint of the fiscal transparency, Government Auditing Review 16(3), <https://www.mass.gov/doc/an-estimation-of-tax-expenditures-in-japanese-income-tax-from-the-viewpoint-of-fiscal/download>

# SEANCE 4 – RAPPORTER SUR LES DEPENSES FISCALES

## Objectif

Cette séance donnera un aperçu général de la conception et de l'étendue des rapports de DF dans le monde avant de se concentrer sur des cas régionaux et leurs réalisations et défis spécifiques en matière de communication des dépenses fiscales.

## Contexte

Malgré leur impact significatif sur les budgets publics (en moyenne, 3,7 % du PIB et 23,5 % des recettes fiscales), les dépenses fiscales sont opaques et très souvent elles ne sont pas soumises au même niveau d'examen lors de la procédure budgétaire au titre de dépenses directes. Sur la base des derniers chiffres publiés par la Global Tax Expenditures Database, 116 juridictions sur 218 n'ont jamais publié de rapport officiel de dépenses fiscales. Par ailleurs, l'étendue et les informations de la plupart des rapports laisse une grande latitude à l'amélioration. Par exemple, de nombreux pays ne communiquent que des données agrégées de recettes perdues, en général en fonction de la base d'imposition, et la plupart des pays sont toujours réticents à fournir des détails sur les objectifs de la politique et la référence légale de leurs provisions pour DF.

## Intervenants

Contributions de Flurim Aliu (CEP) et Frankie Mbuyamba (ATAF)

Présentation de cas nationaux de rapport de DF par Amadou Abdoulaye Badiane (Senegal), Basheer Abdulkadir (Nigeria), Cissé Kouate Sylla (Mali).

## Votre préparation pour la séance 4

Pour cette séance, vous devez être informé de l'état actuel des rapports DF dans votre pays. Votre gouvernement produit-il régulièrement (annuellement) des rapports sur les DF ou envisage-t-il de le faire dans un avenir proche ? Si des rapports de DF existent dans votre pays, quelle agence gouvernementale les produit et sont-ils publics ? Le parlement approuve-t-il les rapports ? En outre, les rapports couvrent-ils toutes les DF actuellement utilisées dans votre pays, ou seulement un sous-ensemble d'entre elles, comme des secteurs ou des assiettes fiscales spécifiques ? Et quel type d'informations sont fournies dans les rapports ? Contiennent-ils des informations et des données sur les prestations individuelles de DF, ou seulement à un niveau agrégé ? Qu'en est-il des informations sur les bénéficiaires, les objectifs politiques, la base juridique ? Enfin, existe-t-il des débats publics sur les DF dans votre pays ? Quels secteurs ou types de DF attirent le plus l'attention du public ?

## Présentations

Les présentations de la séance 4 sont disponibles [ici](#).

## Références supplémentaires

- Aliu, F., Redonda, A., & von Haldenwang, C. (2022).** The Global Tax Expenditures Database (GTED) Progress Report 2022. DIE. <https://gted.net/2022/04/the-global-tax-expenditures-database-gted-progress-report/>
- IMF (International Monetary Fund). (2019).** Tax expenditure reporting and its use in fiscal management. A guide for developing economies. How to Notes 19/01. Washington, DC: IMF. <https://www.imf.org/en/Publications/Fiscal-Affairs-Department-How-To-Notes/Issues/2019/03/27/Tax-Expenditure-Reporting-and-Its-Use-in-Fiscal-Management-A-Guide-for-Developing-Economies-46676>
- Redonda, A. & Neubig, T. (2018).** Assessing Tax Expenditures Reporting in G20 OECD Economies. Discussion Note 2018/3. Council on Economic Policies, <https://www.cepweb.org/wp-content/uploads/2018/11/Redonda-and-Neubig-2018.-Assessing-Tax-Expenditure-Reporting.pdf>
- Redonda, A., von Haldenwang, C., & Aliu, F. (2021).** The Global Tax Expenditures Database (GTED) Companion Paper. DIE. <https://gted.net/2021/05/the-global-tax-expenditures-database-companion-paper/>
- Redonda, A., von Haldenwang, C., & Aliu, F. (2022):** Global Tax Expenditures Database [data set], Version 1.1.3, <https://doi.org/10.5281/zenodo.6334212>
- von Haldenwang, C., Redonda, A., & Aliu, F. (2021).** Shedding Light on Worldwide Tax Expenditures. GTED Flagship Report 2021. DIE. <https://gted.net/2021/05/shedding-light-on-worldwide-tax-expenditures/>

# SEANCE THEMATIQUE SPECIALE

## Objectif

Cette séance présentera tout d'abord un projet sur la notification et l'évaluation régionales des DF mené par la CEDEAO et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La deuxième partie de la séance sera consacrée à la discussion des incitations fiscales dans les industries extractives (en particulier, le secteur minier).

## Contexte

Premièrement, les approches régionales en matière de notification et d'évaluation des DF offrent d'importantes possibilités d'apprentissage par les pairs, de développement des capacités et même d'harmonisation des régimes de DF. Cela est d'autant plus vrai que les évaluations des DF nécessitent des capacités supplémentaires en termes de collecte de données, de modélisation et d'analyse.

Deuxièmement, l'octroi d'incitations fiscales dans le secteur des industries extractives est un phénomène répandu et particulièrement pertinent pour les pays africains qui dépendent fortement de la production et de l'exportation de minéraux et de carburants. Les incitations fiscales pour l'exploitation minière ou le forage figurent souvent parmi les dispositions des DF les plus pertinentes en termes de perte de recettes.

## Intervenants

Contributions de Jules Tapsoba (CEDEAO), Viola Tarus (IGF) et Ezera Madzivanyika (ATAF), suivie de questions-réponses.

## Votre préparation pour la séance thématique spéciale

Pour cette séance, vous devez être informé des approches régionales en matière de déclaration et d'évaluation de DF qui ont lieu avec la participation de votre pays. En outre, si votre pays perçoit d'importantes recettes fiscales et non fiscales des industries extractives, vous devez vous informer des principales dispositions en matière de DF en vigueur dans ce secteur dans votre pays. Les régimes de DF dans le secteur de l'industrie extractive sont-ils transparents et simples ou plutôt opaques et compliqués ? Savez-vous à combien s'élèvent les recettes auxquelles votre gouvernement renonce par le biais des DF dans ce secteur ?

## Présentations

Les présentations de la séance thématique spéciale sont disponibles [ici](#).

## Références supplémentaires

**Burman, L. & Phaup, M. (2012).** Tax expenditures, the size and efficiency of government, and implications for budget reform. In *Tax Policy and the Economy*, Vol. 26, pp. 93-124. <https://doi.org/10.1086/665504>

**Granger, H., Steel, I., McNabb, K., Parekh, H., Phillips, D. & Gadenne, L. (2020).** Mobilising revenue: opportunities for lower-income countries during the pandemic. Overseas Development Institute (ODI). [https://odi.org/documents/6161/200513\\_mobilising\\_revenue\\_lics\\_lt2.pdf](https://odi.org/documents/6161/200513_mobilising_revenue_lics_lt2.pdf)

**Otto, J. M. (2017).** The taxation of extractive industries. WIDER Working Paper 2017/75. Helsinki, Finland: UNU-WIDER. <https://www.wider.unu.edu/publication/taxation-extractive-industries>

**Redhead, A. (2018).** Tax incentives in mining: Minimising risks to revenue. Paris: OECD Publishing. <https://www.oecd.org/tax/beps/tax-incentives-in-mining-minimising-risks-to-revenue-oecd-igf.pdf>

<https://www.igfmining.org/tax-incentives-mining/>. This link has the practice note, financial model and the incentives database.

<https://www.iisd.org/itn/en/2021/10/07/the-end-of-tax-incentives-how-will-a-global-minimum-tax-affect-tax-incentives-regimes-in-developing-countries-alexandra-readhead-thomas-lassourd-howard-mann/>

<https://www.iisd.org/articles/global-minimum-tax-deal>

# SEANCE 5 – EVALUATION EX-ANTE ET EVALUATION EX-POST DES DEPENSES FISCALES

## Objectif

Cette séance présentera les approches et les besoins des évaluations ex-ante et ex-post des dépenses fiscales. Elle donnera également un aperçu des expériences existantes des deux approches à l'échelle internationale, y compris des sujets tels que la prévision des recettes, les exigences pour la mise en place de nouvelles DF, les indicateurs à évaluer, les défis de l'évaluation des taxes directes par rapport aux taxes indirectes, l'évaluation des incitations fiscales pour l'investissement et sur les ressources naturelles ainsi que, non moins important, la question des modèles d'évaluation et des approches méthodologiques et les exigences de données connexes.

## Contexte

Étant donné l'importance des dépenses fiscales, la prévision, l'estimation et le rapport du coût fiscal qu'elles impliquent doit être une priorité pour les gouvernements du monde entier. Ces estimations sont non seulement cruciales lorsque l'on parle de transparence et de responsabilité, mais elles sont également nécessaires pour évaluer les provisions pour DF par rapport à leur efficacité afin d'atteindre les objectifs qu'elles doivent desservir et également par rapport aux éventuelles conséquences et externalités qu'elles pourraient entraîner. En effet, des évaluations complètes des DF sont essentielles pour identifier les provisions qui présentent un bon rapport qualité-prix et celles qui doivent être révisées ou simplement annulées. Les évaluations ex-ante sont tout aussi importantes dans le cadre d'une prévision des recettes et d'une planification à moyen terme des recettes et des dépenses car une fois que les DF sont introduites, il est souvent très difficile de les supprimer, même si elles se sont avérées être inefficaces.

## Intervenants

Intervention de Jan Loeprick (FMI) par vidéo, contributions de Flurim Aliu (CEP) et Amina Ebrahim (UNU-WIDER), suivies de questions-réponses.

## Votre préparation pour la séance 5

Pour cette séance, vous devez être informé de l'état de l'évaluation des DF dans votre pays. Pour commencer, savez-vous s'il existe des évaluations coûts-avantages de DF actuellement appliquées dans votre pays ? Si c'est le cas, qui a commandé et réalisé ces évaluations (par exemple, des agences gouvernementales, des experts ou institutions indépendants, des ONG internationales, des organisations internationales) ? Quels sont, selon vous, les principaux défis à relever en matière d'évaluations de DF ?

## Présentations

Les présentations de la séance 5 sont disponibles [ici](#).

## Références supplémentaires

- Decision No. 08/2015/CM/UEMOA** establishing the modalities for evaluating tax expenditures in WAEMU Member States
- Kronfol, H., & Steenbergen, V. (2020).** Evaluating the Costs and Benefits of Corporate Tax Incentives. Methodological Approaches and Policy Considerations. Washington, DC: World Bank.  
<http://documents1.worldbank.org/curated/en/180341583476704729/pdf/Evaluating-the-Costs-and-Benefits-of-Corporate-Tax-Incentives-Methodological-Approaches-and-Policy-Considerations.pdf>
- Lastunen, J., Rattenhuber, P., Adu-Ababio, K., Gasior, K., Jara, H. X., Jouste, M., McLennan, D., Nichelatti, E., Oliveira, R., C., Pirttilä, J., Richiardi, M., & Wright, G. (2021).** The mitigating role of tax and benefit rescue packages for poverty and inequality in Africa amid the COVID-19 pandemic. WIDER WP 2021/148. Helsinki: UNU-WIDER. <https://www.wider.unu.edu/publication/mitigating-role-tax-and-benefit-rescue-packages-poverty-and-inequality-africa-amid-covid>
- Redonda, A., & Axelson, C. (2021).** Assessing pension-related tax expenditures in South Africa. WIDER Working Paper 2021/54. Helsinki: UNU-WIDER.  
<https://www.wider.unu.edu/publication/assessing-pension-related-tax-expenditures-south-africa>
- Sung, M. J., Awasthi, R., & Lee, H. C. (2017).** Can tax incentives for electronic payments reduce the shadow economy? Korea's attempt to reduce underreporting in retail businesses. Policy Research Working Paper 7936. Washington, DC: World Bank.  
<https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/1813-9450-7936>
- United Nations & CIAT (Inter-American Center of Tax Administrations). (2018).** Design and assessment of tax incentives in developing countries. Selected issues and a country experience. New York, NY: United Nations. <https://biblioteca.ciat.org/opac/book/5563>
- UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development). (2019).** World Investment Report 2019. Special Economic Zones. New York: United Nations Publications.  
<https://unctad.org/en/pages/PublicationWebflyer.aspx?publicationid=2460>
- USAID (2013).** Evaluating tax expenditures in Jordan. Jordan Fiscal Reform II Project,  
[https://usaidjordankmportal.com/system/resources/attachments/000/000/449/original/Evaluating\\_Tax\\_Expenditures\\_in\\_Jordan\\_2013\\_.pdf?1456652503](https://usaidjordankmportal.com/system/resources/attachments/000/000/449/original/Evaluating_Tax_Expenditures_in_Jordan_2013_.pdf?1456652503)



# SEANCE 6 – ENCOURAGER LA REFORME DES DEPENSES FISCALES

## Objectif

Cette séance offrira une plateforme d'échange des expériences tout en introduisant une réforme des dépenses fiscales dans les pays de la région.

## Contexte

L'estimation, le rapport et l'évaluation des dépenses fiscales sont essentielles pour mener une réforme des régimes de dépenses fiscales sur la base de preuves. En effet, la simplification de dépenses fiscales inefficaces et obsolètes peut être très bénéfique pour les pays en voie de développement et pourrait avoir un impact significatif sur la capacité des pays à mobiliser les ressources nationales et à financer les stratégies de développement des gouvernements. Cela peut également contribuer de façon importante à l'alignement des régimes fiscaux sur l'ordre du jour des gouvernements en matière de développement durable et inclusif.

## Intervenants

Contributions de Christian Hallum (Oxfam), Panel avec Viola Tarus (IGF), Mustapha Ndajiwo (ACTGA), Babatunde Oladapo (FAFOA), Hon. Gerard Gbenonchi (MP Bénin) et Hon. Yves Kafando (MP Burkina Faso).

## Votre préparation pour la séance 6

Pour cette session, vous devez avoir un aperçu des réformes des DF dans votre pays. Si de telles réformes ont été récemment mises en œuvre, quels secteurs ou taxes ont été affectés ? Y a-t-il eu récemment une refonte majeure du régime des DF ? Quels ont été les principaux résultats - modification ou démantèlement des DF existantes, ou peut-être l'introduction de nouvelles DF ? Qui sont les principaux moteurs des réformes des DF ?

## Présentations

La présentation de la séance 6 est disponible [ici](#).

## Références supplémentaires

- Coelho, M. D. (2021).** Brazil: Tax Expenditure Rationalization Within Broader Tax Reform. IMF Working Paper No. 2021/240. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2021/09/24/Brazil-Tax-Expenditure-Rationalization-Within-Broader-Tax-Reform-466179>
- Dressler, L. Gupta, S., Redonda, A. & de Renzio, P. (2022).** Is It Time to Rationalize Tax Expenditures?. CEP Blog, Council on Economic Policies. <https://www.cepweb.org/is-it-time-to-rationalize-tax-expenditures/>
- Marr, C. Huang, C. C. & Friedman, J. (2013).** Tax Expenditure Reform: An Essential Ingredient of Needed Deficit Reduction. Center on Budget and Policy Priorities. <https://www.cbpp.org/research/tax-expenditure-reform-an-essential-ingredient-of-needed-deficit-reduction>
- OECD (Organization for Economic Co-operation and Development). (2021).** Taxing Energy Use for Sustainable Development: Opportunities for energy tax and subsidy reform in selected developing and emerging economies. Paris: OECD Publishing. <https://www.oecd.org/tax/tax-policy/taxing-energy-use-for-sustainable-development.htm>
- Tyson, J. (2014).** Reforming tax expenditures in Italy: What, why, and how?, IMF Working Paper 14/7, International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/Reforming-Tax-Expenditures-in-Italy-What-Why-and-How-41261>

## INTERVENANTS

### L'équipe IDOS et CEP



**Agustin Redonda** est Senior Fellow au Council on Economic Policies (CEP), où il se consacre à la politique fiscale et codirige le projet Global Tax Expenditures Database (GTED). Avant de rejoindre le CEP, il était assistant de recherche et d'enseignement au Département d'économie (IdEP) de l'Université de Lugano. Il a également travaillé avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi que pour le Plan national de réduction des activités informelles (PNRT) au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (MTSS) en Argentine. Agustin est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Lugano (USI).



**Christian von Haldenwang** est chercheur principal et chef de projet au German Institute of Development and Sustainability (IDOS), anciennement Institut allemand du développement (DIE), où il travaille sur la fiscalité, la décentralisation et la gouvernance urbaine, la numérisation et la légitimité. Il codirige le projet Global Tax Expenditures Database (GTED). Christian est le coordinateur régional de l'Institut pour l'Amérique Latine. De 2003 à 2007, il a été coordinateur du programme GTZ à la CEPALC à Santiago du Chili. Christian est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques et en philosophie et d'un doctorat en sciences politiques de l'université de Tübingen (Allemagne).



**Flurim Aliu** est chargé de recherche au CEP, où il se concentre sur la politique fiscale. Il codirige le projet Global Tax Expenditures Database (GTED), une initiative conjointe du CEP et de l'IDOS. Avant de rejoindre le CEP, Flurim a travaillé à la Banque mondiale, où il a contribué à la recherche sur les politiques au bureau de l'économiste en chef des infrastructures et au bureau du vice-président des infrastructures. Il a également occupé d'autres postes de recherche dans des entreprises et des instituts de recherche aux États-Unis et en Allemagne. M. Flurim est titulaire d'une maîtrise en commerce international de l'université nationale de Séoul, en Corée, et d'une licence en sciences politiques du Georgia Gwinnett College, aux États-Unis.

## Intervenants invités et modérateurs



**Tais Chartouni Rodrigues** est conseillère auprès de l'International Tax Compact, qui assure le secrétariat de l'Addis Tax Initiative (ATI). Au sein de l'ITC, Tais s'occupe des questions de mobilisation des ressources nationales, de fiscalité et de politiques de développement. Auparavant, elle a travaillé en tant qu'avocate et chercheuse dans les domaines du droit économique, de la fiscalité internationale, de l'antitrust et du financement du développement. Tais est titulaire d'une maîtrise en développement international de Sciences Po Paris (France), d'une licence en droit et d'une licence en sciences sociales de l'Université de São Paulo (Brésil).



**Amina Ebrahim** est chargée de recherche à l'UNU-WIDER basée à Helsinki, où elle est chercheuse principale dans le programme de mobilisation des recettes intérieures. Elle a précédemment travaillé sur le programme Southern Africa - Towards Inclusive Economic Development (SA-TIED) de l'UNU-WIDER à Pretoria, en Afrique du Sud. Ses recherches portent sur l'économie du travail et l'économie publique, en particulier sur l'emploi, la fiscalité et les politiques sociales. Elle travaille sur la mise à disposition de grandes données administratives fiscales pour la recherche et collabore avec les autorités fiscales africaines.



**Christian Hallum** co-dirige le travail d'Oxfam sur la justice fiscale. Christian a travaillé avec des groupes de la société civile en Afrique, en Belgique et dans son pays d'origine, le Danemark, pour promouvoir la justice fiscale. Il a également travaillé pour l'administration fiscale danoise en tant qu'analyste de conformité. Les domaines d'expertise de Christian comprennent la fiscalité mondiale des entreprises, la fiscalité des industries extractives, la mobilisation progressive des recettes nationales et la fiscalité responsable du secteur privé.



**Jan Loerprick** est économiste principal au Fonds monétaire international (FMI). Auparavant, il a travaillé pour la Banque mondiale et au département de la fiscalité internationale du ministère autrichien des finances. Il a enseigné en tant que chargé de cours à l'université de Dresden. Jan est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de commerce et d'économie de Vienne.



**Ezera Madzivanyika** est le responsable de la recherche et des statistiques au Forum africain d'administration fiscale (ATAF). Il est un évaluateur TADAT certifié. Avant de rejoindre l'ATAF, il a travaillé pour l'autorité fiscale du Zimbabwe pendant 20 ans à différents postes. Il est titulaire d'un doctorat en économie, d'une maîtrise en économie, d'une licence avec mention en économie et d'une maîtrise en philosophie de la fiscalité. À l'ATAF, Ezera entreprend et supervise divers projets de recherche fiscale dans les domaines de l'environnement, du secteur informel, des industries extractives, de la gestion des arriérés d'impôts, de l'efficacité de l'administration fiscale et de la gestion des dépenses fiscales.

## Intervenants invités et modérateurs



**Mwana Frankie Mbuyamba** est spécialiste principal de la recherche appliquée et des données au sein du Forum africain de l'administration fiscale (ATAF). Il a rejoint l'ATAF en avril 2013. Entre autres activités, Frankie a supervisé les "études de la région africaine sur les priorités de la réforme fiscale" et il dirige la publication phare de l'ATAF "African Tax Outlook" depuis 2016. Frankie est titulaire d'un BSc Honours en économie appliquée de l'Université de Lubumbashi (RDC). Il a également obtenu une licence en économie et une maîtrise en économie à l'Université de Johannesburg.



**Kyle McNabb** est associé de recherche pour le programme Développement et finances publiques et conseiller en politique fiscale pour le programme TAXDEV de l'ODI. Basé à plein temps à Kampala, il travaille avec le ministère ougandais des Finances, de la Planification et du Développement économique et avec l'Autorité fiscale ougandaise sur la recherche et l'analyse de la politique fiscale, y compris les rapports sur les dépenses fiscales. Avant de rejoindre l'ODI, il était chargé de recherche à l'UNU-WIDER à Helsinki où il était responsable du projet UNU-WIDER Government Revenue Dataset.



**Mustapha Ndajiwo** est le fondateur et le directeur exécutif de l'African Centre for Tax and Governance (ACTGA). Il est expert en politique et administration fiscales et possède plus de dix ans d'expérience dans ce domaine. Mustapha conseille les gouvernements africains en matière de finances publiques, de politique et d'administration fiscales. Il a été consultant pour le Panel FACTI des Nations Unies, le Réseau pour la justice fiscale, la GIZ, l'ICTD et d'autres. Entre autres activités, Mustapha est membre du groupe d'experts du bureau du conseiller spécial pour l'Afrique de l'ONU et membre du comité de rédaction du « Journal for Financing Africa ».



**Wapinu Ndule** est responsable du développement institutionnel et des affaires générales au secrétariat du Forum des Administrations Fiscales Ouest-Africaines (FAFOA). Elle assure la liaison avec les partenaires du développement international pour le compte de FAFOA et en tant que responsable des relations. Elle mène également des activités de gestion de la performance pour le Secrétariat du FAFOA, entre autres. Avant de rejoindre le FAFOA, elle a travaillé au Nigeria Federal Inland Revenue Service (FIRS) en tant que spécialiste des ressources humaines et analyste commercial pendant plus de 12 ans. Mme Wapinu est titulaire d'un diplôme en communication, d'une maîtrise en administration publique et est également gestionnaire de personnel certifiée.



**Babatunde Oladapo** est le premier secrétaire exécutif du Forum des Administrations Fiscales Ouest-Africaines (FAFOA), où il supervise l'administration quotidienne des opérations du secrétariat du Forum. Sous sa direction, le FAFOA est devenu un organisme dont la voix est écoutée dans les forums internationaux sur les questions relatives à l'administration fiscale en Afrique de l'Ouest. Babatunde est un fiscaliste agréé, avec plus de 20 ans d'expérience en tant qu'administrateur fiscal au Nigeria Federal Inland Revenue Service (FIRS).

## Intervenants invités et modérateurs



**Michelle Ordóñez** est conseillère auprès du International Tax Compact (ITC), qui assure le secrétariat de l'Addis Tax Initiative (ATI). Elle s'est impliquée dans des sujets liés à l'équité, à la numérisation et à d'autres questions relatives à la fiscalité et aux recettes. Auparavant, elle a travaillé dans le domaine des finances publiques, de la fiscalité internationale et de la politique fiscale, dans le contexte du développement. Elle a collaboré en tant que spécialiste fiscale dans un centre de recherche rattaché à l'administration fiscale équatorienne (SRI). Michelle est titulaire d'un M.Sc. en économie internationale et politique économique de l'Université Goethe de Francfort.



**Darlington Y. Talery** est le commissaire aux impôts de l'autorité fiscale du Liberia depuis 2014. Il a supervisé la croissance et la modernisation de l'administration fiscale au Liberia. Darlington est titulaire d'un diplôme LLM (Distinction) Petroleum Taxation and Finance, de l'Université de Dundee, au Royaume-Uni ; d'un MBA en finance, de l'Université du Liberia ; et d'un BSc. en économie (Honor) également de l'Université du Liberia. En août 2019, il a obtenu un diplôme avancé en fiscalité internationale du Chartered Institute of Taxation, au Royaume-Uni, et en avril 2022, un certificat professionnel avancé en fiscalité internationale de l'IBFD.



**Jules Tapsoba** est économiste et fiscaliste, et assistant technique auprès de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Abuja, au Nigeria. Jules est Inspecteur des impôts et Cadre de l'administration fiscale du Burkina-Faso, y était Conseiller spécial du Premier ministre pour les questions de Finances publiques. Il est membre du panel d'experts du FMI, formateur et évaluateur accrédité TADAT, ainsi que consultant en finances publiques pour la Délégation de l'Union européenne, l'UNICEF, l'AFD et l'USAID. Jules est enseignant vacataire du CERDI-Clermont School of Economics (France).



**Viola Tarus** est conseillère en politiques, Fiscalité et industries extractives, à l'Institut international du développement durable (IIDD). Elle travaille au projet du Secrétariat du Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les minéraux, les métaux et le développement durable (IGF) visant à lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) dans le secteur minier. Avant de se joindre à l'IIDD, Viola a occupé des postes à Oxfam et à la National Oil Corporation au Kenya. Elle est titulaire d'une maîtrise en études énergétiques, spécialisée dans l'économie du pétrole et du gaz, de l'Université de Dundee (Écosse), et a obtenu un baccalauréat en économie et statistiques de l'Université de Nairobi. Viola est basée à Nairobi, au Kenya.

## LISTE DES PARTICIPANTS

No.	Name	Country	Institution
1.	Alban Alladaye	Benin	Benin Tax Office
2.	Hon. Bida Youssoufou Abduramani	Benin	ECOWAS Parliament
3.	Hon. Gérard Gbenonchi	Benin	National Assembly
4.	Jean Toboula	Benin	Finances and Economy Ministry
5.	Hon. Yves Kafando	Burkina Faso	National Assembly
6.	Winnémi Ouedraogo	Burkina Faso	Ministère de l'Economie des Finances et de la Prospective
7.	Yaya Sourabie	Burkina Faso	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective
8.	Faycal Abdoulaye	Cameroon	Direction Générale des Impôts
9.	Hon. Fongouck Julius Fonge	Cameroon	National Assembly
10.	Hon. Nelson do Rosario de Brito	Cape Verde	ECOWAS Parliament
11.	Hon. Konan Rene Koumoin	Cote d'Ivoire	ECOWAS Parliament
12.	Charles Addae	Ghana	Ghana Revenue Authority
13.	Emmanuel Mensah	Ghana	Ministry of Finance
14.	Hon. Kwasi Ameyaw-Cheremeh	Ghana	ECOWAS Parliament
15.	Hon. Hamidou Camara	Guinea	Conseil National de la Transition (Parlement)
16.	Hon. Seidi Califa	Guinea-Bissau	ECOWAS Parliament
17.	Everlyn Muendo	Kenya	Tax Justice Network Africa
18.	Hon. Clarence Kortu Massaquoi	Liberia	ECOWAS Parliament
19.	Robert Quaye Dwuye Jr.	Liberia	Government of Liberia
20.	Sayweh Tunny Cooper	Liberia	Liberia Revenue Authority
21.	Cisse Kouate Sylla	Mali	Direction Générale des Impôts
22.	Aboubakrine Kane	Mauritania	Direction Générale des Impôts
23.	Aboubacar Yahaya	Niger	Direction Générale des Impôts
24.	Hon. Amadou Djibo Ali	Niger	ECOWAS Parliament
25.	Ibrahim Mahaman Balarabe	Niger	Direction Général des Impôts
26.	Moussa Koche	Niger	Ministère des Finances
27.	Adesina Sotuminu	Nigeria	ECOWAS Parliament
28.	Basheer Abdulkadir	Nigeria	Ministry of Finance
29.	Chika Okoh	Nigeria	International Budget Partnership

30.	Chinedu Bassey	Nigeria	Nigeria Tax Justice and Governance Platform
31.	Frank O. Obaro	Nigeria	Federal Inland Revenue Service
32.	Hon. Abdullahi Salame Balarabe	Nigeria	ECOWAS Parliament
33.	John Oyekuodi Ikata	Nigeria	Federal Inland Revenue Service
34.	Mustapha Akaje	Nigeria	Federal Inland Revenue Service
35.	Prince Ogba	Nigeria	Budget Office of the Federation
36.	Shehu U. Shehu	Nigeria	Federal Ministry of Finance
37.	Silas H. Versila	Nigeria	Budget Office of the Federation
38.	Timothy O. Usman	Nigeria	Federal Inland Revenue Service
39.	Uwani Yilme	Nigeria	Federal Inland Revenue Service
40.	Yusuf M. Kakshak	Nigeria	ECOWAS Parliament
41.	Abidoun Adeboye	Nigeria	WATAF
42.	Abdoulaye Faye	Senegal	Direction Générale des Impôts et des Domaines
43.	Amadou Abdoulaye Badiane	Senegal	Direction Générale des Impôts et des Domaines
44.	Hon. Souleymane Ndoye	Senegal	ECOWAS Parliament
45.	Hon. Ajibola E. Manly-Spain	Sierra Leone	ECOWAS Parliament
46.	Sheku Kamara	Sierra Leone	National Revenue Authority
47.	Amie Kolleh Jeng	The Gambia	Ministry of Finance and Economic Affairs
48.	Hon. Fatou Cham	The Gambia	National Assembly
49.	Hon. Kebba K. Barrow	The Gambia	ECOWAS Parliament
50.	Samba Sallah	The Gambia	Gambia Revenue Authority
51.	Hon. Senanu Koku Alipui	Togo	ECOWAS Parliament
52.	Koffi Delalom Ahiakpor	Togo	Ministry of Finance